

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 6 au 12 octobre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la marge budgétaire.....2

Le graphique de la semaine :2

Fait marquant : le Premier ministre Andy Burnham
rencontre le chancelier allemand Friedrich Merz à Berlin..3

En bref4

Actualités macroéconomiques4

FINANCES PUBLIQUES4

FISCALITE4

MARCHE DU TRAVAIL5

POLITIQUE MONÉTAIRE.....5

Actualités commerce et investissement6

COMMERCE6

SANCTIONS.....7

Actualités financières7

REGLEMENTATION FINANCIERE7

MARCHES FINANCIERS8

Le chiffre de la semaine : la marge budgétaire

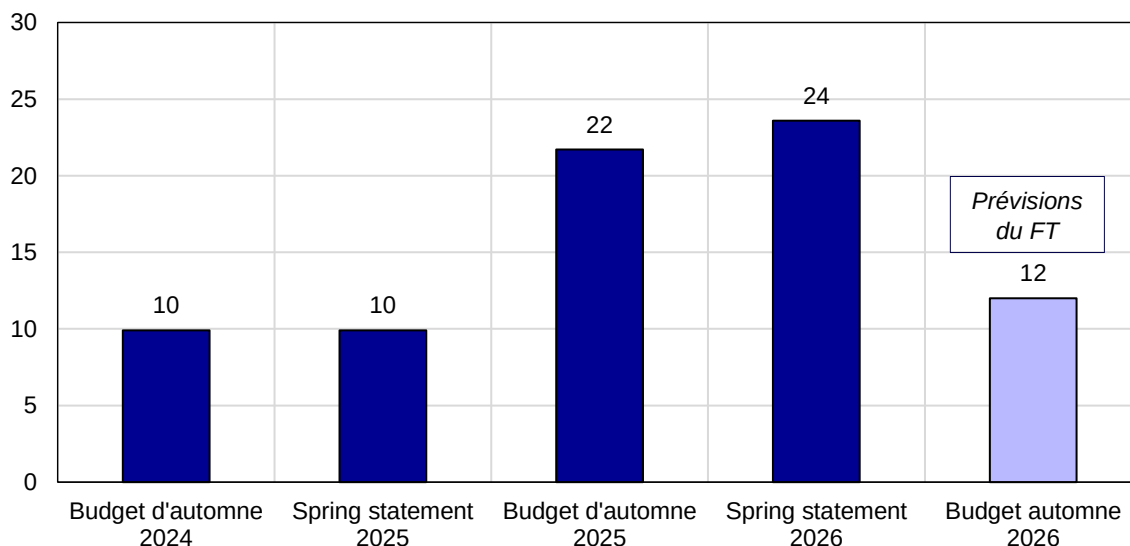
Selon les estimations du [Financial Times](#), la hausse de l'inflation et des coûts d'emprunt liée à la guerre en Iran aurait réduit de près de 12 Md£ la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement britannique. Le *headroom*, estimé à 23,6 Md£ par l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) en mars, tomberait ainsi à environ 12 Md£. Près de 10 Md£ de cette dégradation s'expliqueraient par la hausse des intérêts de la dette publique. Selon les estimations des acteurs de marché recueillies par le [Financial Times](#), le seuil à partir duquel une réduction supplémentaire du *headroom* risquerait de provoquer des ventes massives de *gilts* se situerait en-dessous de 14 Md£. Pour rappel, le *fiscal headroom* désigne la marge dont dispose le gouvernement pour respecter ses règles budgétaires. Au Royaume-Uni, l'une des deux règles impose que les dépenses courantes soient couvertes par les recettes d'ici 2029-2030. Cette marge permet de financer de nouvelles mesures ou d'absorber une dégradation des finances publiques sans enfreindre la règle. Sa réduction limite donc la capacité du gouvernement à soutenir les ménages et les entreprises.

LE CHIFFRE À RETENIR

-12 Md£

Le graphique de la semaine :

Évolution de la marge de manœuvre budgétaire (*fiscal headroom*), en Md£



Source : SER de Londres, à partir des données de l'OBR (Budget d'automne 2024 et 2025, *Spring Statement* 2025 et 2026) et des prévisions du FT (Budget d'automne 2026).

Fait marquant : le Premier ministre Andy Burnham rencontre le chancelier allemand Friedrich Merz à Berlin

Pour son premier voyage officiel en Allemagne, le Premier ministre Andy Burnham a été reçu à Berlin le 8 octobre par le Chancelier Friedrich Merz. Les deux chefs de gouvernement ont finalisé la ratification du traité de Kensington, signé à Londres en juillet 2025, par l'échange officiel des documents. Ce traité couvre l'ensemble de la relation bilatérale et vise à renforcer la coopération face aux défis mondiaux.

Sur le volet économique et industriel, les deux dirigeants ont évoqué les défis communs auxquels font face les industries britannique et européenne, et la nécessité d'une réponse collective. Un « *Industrial Tech Corridor* » devrait relier les start-up et scale-ups de l'IA et des technologies critiques à la demande industrielle, avec un accent initial sur l'IA et les applications industrielles à forte valeur ajoutée. Une première table ronde réunissant dirigeants de grands groupes, scale-ups de l'IA et hauts responsables publics se tiendra cet automne. Le financement de la R&D en technologies quantiques est par ailleurs porté à 19,5 M€ au total, avec cinq nouveaux projets de recherche soutenus, ce qui porte à dix le nombre de projets financés dans le cadre de la coopération bilatérale existante.

Un *Regional Growth Forum* a enfin réuni des chefs d'entreprise autour de la collaboration public-privé, de la croissance régionale et de l'innovation. Les deux dirigeants ont convenu de développer un dialogue régional approfondi en 2027, associant acteurs locaux et régionaux, dans la continuité de la stratégie de décentralisation portée par le Premier ministre au Royaume-Uni.

En matière de défense, la perspective d'une participation allemande au programme GCAP (Global Combat Air Programme) aurait été évoquée. Ce programme, initié en 2022 par les gouvernements japonais, italien, et britannique, organise le développement coopératif et multinational d'un avion de combat furtif de sixième génération, dont la mise en service est prévue en 2035.

Andy Burnham a par ailleurs réaffirmé sa volonté de bâtir un partenariat plus étroit et plus ambitieux avec l'UE, centré sur des bénéfices concrets pour les citoyens et les entreprises. Il a souligné l'importance d'un sommet UE-UK réussi cette année, avec à la clé des avancées en matière d'emplois et de croissance, pour renforcer l'industrie, la sécurité et la résilience européennes.

En bref

- Depuis le 6 octobre, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3205 \$ (-0,5 %). En revanche, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1836 € (+0,4 %).
- Au 12 octobre, le rendement du *gilt* à 10 ans s'établit à 5,44 % (+4,6 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans augmente à 5,93 % (+0,2 pdb).
- HM Treasury [annonce](#) que six entreprises : Barclays, HSBC, Lloyds, Morgan Stanley, NatWest et RBC Capital Markets ont été nommé co-chefs de file (*Joint Lead Managers*) pour le projet d'émission de gilt tokenisée (DIGIT, voir [Brèves n°7](#)).
- Liam Coleman est [nommé](#) *Chair* du Financial Ombudsman Service (médiateur des services financiers) pour une durée de 3 ans, assurant cette fonction par intérim depuis l'année dernière.
- Le Financial Times [rapporte](#) que la fintech Wise serait en discussion avec HM Revenue and Customs pour un accord à l'amiable après avoir fourni des informations déclaratives erronées à ses clients.

Actualités macroéconomiques

Finances publiques

L'*Institute for Fiscal Studies* (IFS) estime que le gouvernement britannique devra trouver jusqu'à 35 Md£ d'ici 2030-2031 pour financer les [pressions](#) sur les dépenses publiques. Ce montant comprend 24 Md£ pour compenser la hausse des coûts des services publics, notamment les rémunérations publiques et l'inflation, tout en maintenant une progression annuelle de 2,7 % des dépenses de santé, ainsi que 11 Md£ supplémentaires pour porter les dépenses de défense à 3 % du PIB. Selon l'IFS, le Chancelier John Healey devra préciser comment financer ces besoins, en augmentant les recettes fiscales, en réduisant certaines prestations sociales ou en limitant la progression de certaines dépenses publiques. L'IFS met en garde contre le risque d'une dégradation de la qualité des services publics si aucun ajustement n'est prévu. Il estime par ailleurs qu'un recours accru à l'emprunt serait risqué compte tenu des coûts de financement élevés et de la sensibilité des marchés obligataires.

L'IFS se montre néanmoins plus optimiste que d'autres prévisions quant à la marge de manœuvre budgétaire (*headroom*), qu'elle estime à 20 Md£. Cette estimation repose toutefois sur des hypothèses macroéconomiques relativement favorables, notamment une croissance soutenue par les investissements liés à l'intelligence artificielle et des recettes fiscales plus élevées sous l'effet de l'inflation. L'IFS souligne ainsi que la crédibilité du Budget dépendra moins du niveau exact du *headroom* que de la capacité du gouvernement à présenter une trajectoire de dépenses réaliste et compatible avec ses engagements.

Fiscalité

Selon le [Financial Times](#), le gouvernement britannique aurait écarté l'hypothèse d'abaisser de 2 M£ à 1,5 M£ le seuil de la « *mansion tax* » (surtaxe sur les propriétés de

grande valeur). Selon *The Times*, cette option avait été envisagée par le gouvernement (voir [brèves n° 34](#)). Cette hypothèse avait suscité l'opposition de plusieurs députés travaillistes, inquiets de ses conséquences électorales dans les quartiers aisés de Londres. Annoncée en 2025 par Rachel Reeves, la *High-Value Council Tax Surcharge* doit entrer en vigueur en avril 2028 et s'appliquera aux propriétés situées en Angleterre dont la valeur dépasse 2 M£. Le prélèvement annuel s'élèvera à 2 500 £ pour les biens valorisés juste au-dessus de ce seuil et pourra atteindre 7 500 £ pour ceux dont la valeur dépasse 5 M£.

Selon des données de HM Revenue & Customs (HMRC) obtenues par le [Financial Times](#), le nombre de contribuables concernés par la « trappe fiscale » a presque doublé en quatre ans. En 2025-26, 727 000 contribuables britanniques disposaient d'un revenu net compris entre 100 000 £ et 125 140 £, soit une hausse de 85 % par rapport à 2021-2022. Cette progression s'explique par le gel de l'abattement personnel (*personal allowance*) sur le revenu à 12 570 £ depuis 2021-2022. Au-delà de 100 000 £ de revenus, cet abattement diminue progressivement jusqu'à disparaître à 125 140 £, entraînant un taux marginal effectif d'imposition de 60 % sur cette tranche de revenus. Les parents concernés perdent également l'accès aux aides publiques à la garde d'enfants. Ces effets de seuil incitent certains contribuables à réduire leur temps de travail, à refuser des promotions ou à augmenter leurs cotisations de retraite pour maintenir leurs revenus sous le seuil.

Marché du travail

Selon un ancien conseiller du chancelier George Osborne, le coût du « triple lock » des retraites avait été initialement [estimé](#) à seulement 50 M£ en 2010. Selon Rupert Harrison ancien conseiller économique du chancelier George Osborne, le mécanisme de revalorisation des retraites publiques (*triple lock*) avait été estimé à seulement 50 M£ lors des négociations de coalition entre conservateurs et libéraux-démocrates en 2010. Ce dispositif garantit une hausse annuelle des pensions selon le taux le plus élevé entre l'inflation, la croissance des salaires et 2,5 %. Les prévisions de l'époque n'anticipaient pas de situation dans laquelle la croissance des salaires serait inférieure à l'inflation ou à 2,5 %, ce qui expliquait le faible coût initial estimé. Toutefois, la succession de périodes de faible croissance salariale et de poussées inflationnistes a progressivement renchéri le dispositif. Selon l'[IFS](#), son effet cumulatif représente désormais environ 16 Md£ de dépenses annuelles supplémentaires. Dans ce contexte, le Premier ministre Andy Burnham a annoncé une réforme du *triple lock* à partir d'avril 2030 (voir [brèves n° 36](#)). Les économies attendues restent incertaines : l'IFS les estime entre 4 Md£ et 20 Md£ par an à l'horizon 2039-2040, contre 11 Md£ selon le gouvernement.

Politique monétaire

Une [commission](#) de la Chambre des communes lance une enquête sur le cadre d'indépendance de la Banque d'Angleterre (BoE), instauré en 1997, afin d'évaluer s'il reste adapté aux besoins de l'économie britannique. Les députés souhaitent notamment examiner son efficacité dans la maîtrise de l'inflation, l'ancrage des anticipations inflationnistes et le maintien de la crédibilité du cadre

macroéconomique britannique. L'enquête portera également sur les relations entre la BoE, le gouvernement et le *Debt Management Office* (DMO), ainsi que sur l'équilibre entre indépendance monétaire et responsabilité démocratique. La commission évaluera notamment les éventuelles pressions politiques exercées sur la BoE et la mise en œuvre des recommandations de la revue de ses prévisions et de sa communication conduite par Ben Bernanke en 2024.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni et l'UE ont confirmé la date du 20 novembre 2026 pour la tenue du [prochain sommet UE-UK](#) à Bruxelles. Les discussions porteront notamment sur la coopération bilatérale en matière de paix et de sécurité en Europe, ainsi que sur les perspectives de rapprochement économique et commercial. Les deux parties prévoient de faire le bilan des négociations menées depuis le dernier sommet pour un accord sanitaire et phytosanitaire, un accord sur la mobilité des jeunes, le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission et la participation britannique au marché intérieur européen de l'électricité. Ce sommet s'inscrit dans la continuité du Partenariat stratégique établi lors du dernier sommet en mai 2025.

Le Royaume-Uni et l'Inde ont tenu, le 12 octobre 2026 à New Delhi, la 16ème réunion de leur [Joint Economic and Trade Committee \(JETCO\)](#), afin de dresser un premier bilan de l'accord de libre-échange bilatéral (CETA) et de définir les priorités de leur coopération économique. Les deux pays ont salué les premiers résultats de l'accord, notamment les exportations britanniques de saumon écossais, de whisky et de véhicules vers l'Inde, ainsi que les exportations indiennes de produits électroniques, de machines et de textiles vers le Royaume-Uni. Ils sont convenus de suivre annuellement l'utilisation de l'accord par les entreprises, notamment le recours aux droits de douane préférentiels, et de renforcer l'accompagnement des PME. La coopération sera également approfondie dans les services, l'innovation, les marchés publics, la science et les technologies, avec un renforcement des partenariats régionaux et des échanges entre entreprises. La prochaine réunion du JETCO se tiendra au Royaume-Uni en 2027.

En parallèle, la 8ème réunion du [UK-India Science and Innovation Council](#) a permis de renforcer leur coopération en matière de recherche et de commercialisation des innovations, notamment dans l'intelligence artificielle, les biotechnologies, les matériaux avancés et les technologies énergétiques, avec pour objectif de développer des partenariats industriels.

Sur le plan opérationnel, cette visite ministérielle en Inde (présence des ministres du Commerce et des entreprises, de l'Agriculture et de l'environnement et du ministre pour l'Écosse) a permis d'annoncer plus [d'1 Md£ de nouveaux accords d'investissements](#). À titre d'exemple, l'entreprise technologique *Meta for Data Technologies* investira 50 M£ au Royaume-Uni afin de créer 500 emplois hautement qualifiés à Londres et à Manchester. Cet investissement financera notamment un

centre de recherche en IA et données, un pôle d'ingénierie et d'IA ainsi qu'un laboratoire d'informatique quantique dans le Grand Manchester, en parallèle de l'extension de son siège londonien. Par ailleurs, *Menzies Aviation* a obtenu une licence d'exploitation de services d'assistance de 15 ans en Inde, qui devrait générer plus de 600 M£ de revenus. L'entreprise fournira ses services sur le principal site de fret domestique indien, à Bangalore, renforçant ainsi sa présence sur le marché indien

La [Trade Remedies Authority](#) (TRA) a recommandé au gouvernement d'instaurer, pour une durée de cinq ans, des droits antidumping mixtes sur les importations de dioxyde de titane en provenance de Chine. Au terme d'une enquête de six mois, elle a conclu que ces importations faisaient peser une « menace de préjudice grave » sur l'industrie chimique britannique. Le dioxyde de titane est un pigment utilisé pour ses propriétés opacifiantes, notamment dans les peintures et les plastiques. Selon la TRA, les exportations chinoises ont presque doublé depuis 2020, et les importations britanniques en provenance de Chine ont triplé entre mai 2025 et mai 2026. Les droits proposés s'élèveraient à 48,29 % de la valeur des importations, avec un minimum de 665 £ par tonne, pour les exportateurs ayant coopéré à l'enquête, et à 63,66 %, avec un minimum de 876 £ par tonne, pour les autres exportateurs. Cette recommandation intervient alors que l'UE s'inquiète du risque de voir le Royaume-Uni servir de voie de contournement pour des produits à bas prix. L'UE, qui a imposé des droits antidumping de niveau comparable en 2024, a annoncé le mois dernier qu'elle surveillerait les exportations britanniques de dioxyde de titane. Les craintes sont renforcées par le rachat en 2025 d'une usine du nord de l'Angleterre par le leader chinois dans la production de dioxyde de titane, le LB GROUP, avec l'accord du gouvernement britannique.

Sanctions

Le gouvernement britannique a annoncé de nouvelles [sanctions](#) contre l'Iran après un incident survenu sur la base aérienne de la RAF Fairford, dans le Gloucestershire, que le Premier ministre Andy Burnham a attribué avec une forte probabilité aux Gardiens de la révolution islamique d'Iran. Les sanctions visent notamment Ruhollah Bazghandi, responsable des opérations de contre-espionnage au sein des Gardiens de la révolution, et Shahram Ali Reza Tamarzadeh Jakki, présenté par le gouvernement comme un facilitateur d'un réseau criminel ciblant des dissidents iraniens. Elles comprennent le gel des avoirs et des interdictions de déplacement. Le gouvernement britannique entend également renforcer les mesures contre les réseaux criminels liés à l'Iran et leurs sources de financement

Actualités financières

Réglementation financière

Le Conseil de stabilité financière (FSB) [alerte](#) sur l'insuffisante préparation de la majorité des juridictions à financer la résolution ordonnée d'une grande banque en difficulté. Selon un rapport d'examen entre pairs, environ la moitié des juridictions étudiées présentent encore des lacunes importantes dans la mise en œuvre de la « Key Attribute 6 », qui prévoit un mécanisme de financement public de dernier recours (public sector backstop funding, PBF) pour une banque systémique en résolution. Ces

mécanismes doivent pouvoir fournir, rapidement et à grande échelle, une liquidité temporaire lorsqu'un établissement ne peut plus se financer sur les marchés, afin d'éviter une faillite désordonnée ou un sauvetage coûteux pour les contribuables. Le FSB estime toutefois que seuls les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et Hong Kong sont totalement conformes à ses recommandations sur le sujet.

La Financial Conduct Authority (FCA) [propose](#) d'imposer un préavis de retrait de 90 jours pour les fonds investissant dans des actifs peu liquides. Le régulateur mentionne ainsi les investissements dans l'immobilier, les infrastructures et les entreprises non cotées. Dans le cadre de sa consultation, la FCA souhaite rendre plus prévisible la sortie des investisseurs des fonds autorisés non-UCITS destinés aux particuliers (*non-UCITS retail schemes*, NURS). Certains fonds permettent aujourd'hui des retraits quotidiens sans préavis, ce qui peut les conduire à conserver des liquidités excessives ou à suspendre les rachats lorsqu'ils ne disposent pas de suffisamment de liquidités. Le préavis donnerait aux gestionnaires le temps de vendre leurs actifs de façon ordonnée, réduisant le risque de ventes précipitées, de baisse des prix et de préjudice pour les investisseurs restés dans le fonds. Les fonds existants disposeraient de 2 ans pour se conformer et devraient prévenir leurs investisseurs au moins 1 an à l'avance, tandis que la FCA présente le projet comme un alignement sur les nouveaux standards internationaux de liquidité. La consultation est ouverte jusqu'au 11 décembre 2026.

L'affaire des comptes de Manchester City [relance](#) le débat sur la régulation des audits de clubs de football au Royaume-Uni. Selon un article du Financial Times, l'auditeur BDO, en charge de l'audit des comptes du club, est interrogé sur son travail après les conclusions d'une commission indépendante selon lesquelles Manchester City aurait artificiellement gonflé sa situation financière de plus de 900 millions de livres sur neuf ans. Selon la commission, le club a délibérément dissimulé sa situation financière réelle à BDO. Il reste à déterminer si le cabinet a pris les mesures nécessaires pour analyser les transactions qui lui ont été présentées. Le Financial Reporting Council (FRC), régulateur de l'audit, n'a ouvert aucune enquête et examine l'étendue de sa compétence. Les clubs de football ne sont aujourd'hui pas considérés comme des Entités d'Intérêt Public (EIP), contrairement à certaines grandes entreprises (sociétés cotées, banques, assureurs) et ne sont donc pas soumis aux mêmes exigences de contrôle en matière d'audit. Plusieurs grands cabinets appellent le gouvernement à élargir le statut d'EIP à d'autres entreprises, dont des clubs de football, afin de garantir un contrôle plus rigoureux du secteur.

Marchés financiers

La City [s'oppose](#) au projet d'Andy Burnham de restreindre (voire supprimer) les clauses de non-concurrence. À l'occasion d'un sommet sur l'innovation, le Premier ministre Andy Burnham a annoncé la volonté de réformer les clauses de non-concurrence et de faire en sorte que celles-ci ne soient plus « un obstacle » à l'embauche de nouveaux collaborateurs. Selon le gouvernement, ces clauses freinent l'innovation en empêchant les start-ups et scale-ups d'embaucher rapidement des effectifs dans leur secteur d'activité. Cette annonce a provoqué une réaction de nombreuses associations d'intérêt des services financiers, à l'image de TheCityUk, l'Alternative Investment Management Association (AIMA), et Managed Funds Association (MFA). En effet, les entreprises financières ont souvent recours à ce genre de clauses, particulièrement les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement. La City

craint qu'une suppression des clauses de non-concurrence ne nuise à la compétitivité des services financiers, alors que ces clauses protègent selon elles la propriété intellectuelle, les relations clients et les investissements en capital humain. Assouplir les clauses de non-concurrence entraînerait selon elles seulement un allongement de la durée de préavis dans les contrats.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr